



COMMUNIQUE DE PRESSE DU FRONT DE GAUCHE :

NON A LA LOI MEDEF, NON AU REcul DE L'AGE DE LA RETRAITE, OUI A L'AMNISTIE SOCIALE

Le Sénat, mardi 14 mai, puis l'Assemblée nationale le 16 mai vont être le théâtre de deux votes importants : sur l'Accord national interprofessionnel (ANI) d'une part, sur les lois d'amnistie sociale et l'interdiction des licenciements boursiers proposées par le groupe FDG d'autre part. Dans les deux cas nous appelons les députés de la majorité gouvernementale à désobéir aux volontés du gouvernement.

L'ANI ne peut en effet passer au Sénat qu'avec les voix de la droite. C'est la raison pour laquelle le gouvernement avait eu recours au principe du voté bloqué une première fois. La manœuvre ayant échoué, l'heure de vérité approche : le Front de Gauche s'adresse solennellement aux sénateurs socialistes pour qu'ils n'adoptent pas définitivement ce texte de régression sociale.

La loi sur l'amnistiée sociale qui passe jeudi à l'assemblée s'est, elle, vu refusée par le gouvernement alors qu'elle avait été adoptée au Sénat. Ce volte face de l'exécutif et du groupe PS réjouit la droite et, là encore, le Medef. Les élus EELV ayant déjà annoncé qu'ils voteront la proposition du FDG, tout va dépendre du vote des députés PS. Il serait indécent qu'un élu de gauche refuse l'amnistie sociale à ceux qui ont résisté pendant cinq ans à la politique de Nicolas Sarkozy ! Ce serait un reniement insupportable et un feu vert à une criminalisation accentuée du mouvement social à l'avenir. C'est pourquoi le FDG appelle ses sympathisants et plus largement les citoyen-ne-s à se mobiliser devant l'Assemblée nationale aux côtés des syndicats le 16 mai à partir de 12h30 pour soutenir ces projets de loi.

La marche du 5 mai a prouvé une large adhésion du peuple de gauche à l'exigence d'une politique alternative. Le refus de l'ANI, l'exigence de l'amnistie sociale et d'une loi sur les licenciements boursiers portent la même aspiration.-Il s'agit de rompre avec l'escalade néolibérale du gouvernement qui, sur pression de la commission européenne, se prépare à de nouvelles régressions sociales en augmentant la durée de cotisations pour toucher une pension complète **ce qui signifie un nouveau recul de l'âge de la retraite !** Ce serait une catastrophe supplémentaire venant d'un gouvernement qui se réclame de la gauche. La mobilisation contre ce projet sera donc au centre de nos initiatives à venir.

Voilà ce que le Front de Gauche dira ce jeudi 16 mai mais aussi lors des initiatives régionales du premier week-end de juin et des assises du 16 juin dont nous proposons la co-organisation à toutes celles et tous ceux, personnalités, associations, syndicats et forces de gauche qui partagent les objectifs d'une politique alternative à celle appliquée aujourd'hui par le gouvernement....